

Le Devoir

ISSN 0850-5500
édité par
GMT Pile à l'heure !

NOUVELLE FORMULE - ÉDITION DU LUNDI 03 JANVIER 2022

GUINÉE

M'Balia Camara
assassinée
ou pas ?

Page 7

DIAS À DAKAR

**En Vert et
contre tout**

A2K®

Page 4

OTAN-RUSSIE

La montée des tensions a poussé les présidents Biden et Poutine à se parler jeudi 10 décembre

Un espoir pour un apaisement ?

Il y a un an en Ukraine

Le Devoir
ISSN 0850-5500
édité par
GMT Pile à l'heure!

Parcelles Assainies,
Unité 10-276, Dakar

77 595 21 61

Directeur de publication

Pathé MBODJE

Rédaction

Pathé MBODJE,

Mass NIANG

Charles SENGHOR,

Habib KA

Fanny ARDANT

Khadidiatou GUEYE

Sadany SOW

Tidiane SÈNE

Infographiste

Alioune Khalil KANE

Metteur en page

Laay Gooto

Web

medhamo@hotmail.com

(Design)

Administration

Tchalys

Depuis quelque temps est très présente dans les actualités la tension entre les États membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'ancien pays des Tsars.

Récemment, la Russie a massivement déployé des troupes et du matériel militaire à sa frontière avec l'Ukraine. Certains pays occidentaux lui prêtent l'intention d'envahir militairement ce pays avec lequel elle partageait l'appartenance à l'URSS.

Avec la disparition du Pacte de Varsovie, de nouvelles perspectives de coopération positive au profit de tous les pays se dessinaient et les plus optimistes comme l'ancien président de la République du Sénégal Abdou Diouf espéraient que les ressources antérieurement consacrées à la course aux armements seraient dirigées vers le traitement des maux qui accablent l'humanité, notamment sa partie africaine.

Cette vision sage et généreuse n'a pas été partagée par ceux qui pouvaient orienter le monde vers une paix durable.

Mars semblait revenir dans leurs faveurs et affaiblir le plus possible la Russie était devenu la priorité.

À leur niveau, «Si tu veux la paix prépare la guerre» a été préféré à «Si tu veux la paix prépare la paix».

Ainsi, la dynamique de l'expansion de leur organisation politico-militaire vers les frontières de la Russie connut une vigueur nouvelle. L'intrusion des pays de l'OTAN dans l'espace de l'ex-pacte de Varsovie et qui continue toujours risque de générer des tensions pouvant aboutir à un conflit ouvert.

En effet, la Russie a clairement signifié aux États-Unis que l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN serait un casus belli. Dans ce cas, ceux qui auront le plus à perdre sont les Européens. Et compte

tenu des nouvelles possibilités de délivrer des charges militaires avec des drones sous-marins notamment, aucun pays n'est à l'abri de frappes nucléaires.

Après la chute du communisme, l'OTAN n'avait plus sa raison d'être.

Peut-être que toute l'attention nécessaire n'a pas été portée sur le complexe militaro-industriel qu'une disparition de l'organisation militaire n'arrangeait pas.

En quoi sommes nous concernés, me dira-t-on ?

Des soldats dont les États sont membres de l'OTAN sont basés au Sénégal.

Par ailleurs, malgré les frontières auxquelles il est donné tant d'importance, le monde est Un et Tchernobyl l'a montré : les nuages radioactifs ignorent les délimitations des territoires.

Ababacar Sadikhe DIAGNE,

Ingénieur diplômé de l'École nationale de l'Aviation civile Toulouse, France,

et du Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, USA.



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky rend visite à ses troupes.

TER : DER OU RETS ?



Le pari

Le Ter sur les rails a pulvérisé tout sur son passage, à très grande vitesse, battu tout record d'audience. Plus que la Covid-19 et son variant Omicron, plus que les élections locales qui se tiennent exactement dans 20 jours, élément de test majeur de la préfiguration des rapports de force entre le pouvoir et l'opposition en prélude des Législatives et de la Présidentielle de 2024, plus que la charte de la non-violence, l'amnistie probable de Karim Wade et de Khalifa Sall, plus que les scandales financiers à coups de milliards de francs cfa à la SAR, à la Poste, plus que le très controversé 3ème mandat, la criminalisation de l'homosexualité, la nomination d'un doyen des juges devant dépoussiérer certains dossiers d'importance capitale pour l'avenir de la République.

Par **Habib KÂ**,
Chef du bureau régional de Matam,
Thilogne

Des exclamations et louanges saluant la clairvoyance de la pensée du guide étouffent les critiques sur le coût exorbitant du projet, dicté ou imposé de l'extérieur, la désolation des familles des banlieues traversées, des ménages impactés, des riverains dont le pouvoir d'achat n'est pas à la hauteur des coûts de transport proposés, sans compter ceux habitant dans des coins plus reculés encore des rails qui débourseront 100 francs voire 150 francs ou même 200 francs pour joindre la gare ou en partir.

Toujours est-il que chacun y met son grain de savoir, de critiques, de remarques, de commentaires, devant ce joyau en train de se dandiner dans un va-vient incessant entre la gare de Dakar et Diamniadio.

C'est dire que le Ter et son concepteur occupent toute la place de l'actualité, au point que tout Dakar et l'intérieur du pays ne vibrent qu'à leur rythme.

Ter et Der ?

Macky Sall peut se réjouir, depuis ce lundi 27 décembre, momentanément, d'avoir baissé la clameur contre sa personne de chef d'État. Prendra-t-il pour autant la der ?

Il lui faut encore conjurer les mauvais démons, soulever résolument le coude à 180 degrés afin de ne protéger personne, empêcher le mouton de brouter là où il est attaché. Les ennemis du Ter sont de l'intérieur. Il lui faut sévir pour assainir. La réussite de ce projet phare du Plan Sénégal Émergent (PSE) est à ce prix : le Ter décrété fruit interdit.

LE TER, SES EXIGENCES

780 milliards ou 1.200 milliards, quoi qu'on en dise, le coût du Ter est trop

exorbitant, une dépense de prestige. Un joyau certes de dernière génération technologique où l'informatique, l'électricité et le solaire, composantes essentielles de la machine, prouvent sa finesse, ses caprices, sa vulnérabilité face aux aléas. Il doit être maintenu, entretenu, géré au quotidien par une équipe professionnelle, disciplinée et qualifiée.

Du moment que la balle est partie, il faut composer avec, couvrir le prématuré d'un kangourou, lui fournir tous les soins, toutes les attentions nécessaires pour qu'il vive, grandisse, s'épanouisse au-delà de 2035 et qu'il incite le Sénégal à rentrer dans la bataille du rail, gage impératif pour l'industrialisation, l'intégration sous-régionale.

Le TER sur les rails, au delà de son coût, de la propagande officielle, de la mobilisation folklorique, des critiques constructives de l'opposition, est un défi lancé à tous, à la citoyenneté, au patriotisme, et interpelle au premier chef le président de la République.

Rentabiliser ce luxe qui augure « l'aube d'une ère nouvelle » (l'expression est une reprise d'un journaliste du gouvernement) est le pari lancé au président Macky Sall.

La modernité a un prix, des sacrifices à consentir, un comportement citoyen patriotique à adopter, une rééducation des mentalités des dirigeants et chefs d'entreprise à refaire, un seul but, une seule foi : la rigueur de la gestion dans la transparence pour un meilleur deve-

nir du seul Sénégal, le Sénégal d'abord, le Sénégal avant tout.

L'Etat donnera le premier l'exemple. Il ne servirait à rien d'édicter des leçons de morale aux citoyens, aux usagers si par derrière on fait piètre figure de probité dans la gestion des ressources humaines et financières, si on fait du personnel de gestion une réserve de militants, de recommandés, une oasis pour recycler des transhumants.

La finition du maillon de la chaîne manquant, Diamniadio Aéroport International Blaise Diagne (AIBD), est la

condition sine qua non d'un projet durable.. Le développement commence à Diamniadio pour traverser AIBD, Thiès, Mbour.

AIBD est l'unité qui active la fluidité et donne un sens au projet pour ne pas dire toute sa raison d'être.

Élément de propagande, fierté d'un peuple qui veut bien savourer après des doutes cette entrée dans la modernité, le TER que le président Macky Sall a voulu et matérialisé, malgré les remarques de certains, ne doit pas être une arme qui se retournerait contre lui, contre ses ambitions tues.

TER comme la der des cartes qu'il a en main, une vision futuriste entonnée par-dessus tous les toits, Ter comme rets, un piège, une nasse qui se referme sur toutes les velléités de rebondir dans les cœurs et l'électorat sénégalais.

Le pari est là.

BARTHÉLÉMY DIAS MAIRE DE DAKAR

Verts de tout le pays, unissez-vous !

*Il a résisté à tout et à tous pour conquérir une place qui lui revient de droit, Khalifa Sall dans les starting-blocks pour 2024. Il avait déjà fait l'unanimité quant à sa candidature sur Dakar.

La dissidence socialiste ouverte au sein de la coalition majoritaire lui ouvre la porte pour les retrouvailles entre Verts. Et l'occasion de grandir enfin...si la justice des hommes lui prête vie !

Barthélémy Dias maire de Dakar aiderait à franchir un pas de géant vers la réunification de la grande famille socialiste : les dissidences ouvertes, le vote-sanction contre les candidats de l'Alliance pour la République et de Benno Bokk Yakaar non socialistes, la grande coalition tout aussi dispersée que l'est actuellement l'opposition laissent peu de place à Abdoulaye Diouf Sarr gêné aux entournures par son propre parti qui lui cherche un clone comme éventuel entonnoir pour récupérer les frustrés par le choix du maire de Yoff pour la grande mairie de Dakar.

Barthélémy Diass avait assuré l'intérim avec succès, chauffant littéralement la place en ces périodes agitées de l'emprisonnement de Khalif Ababacar ; il avait été de toutes les batailles, au point de faire rêver...et d'inquiéter pouvoir et alliés.

Son sale caractère lui vaut des inimitiés jusque et surtout dans ses propres rangs et au sein des formations alliées. Un haut cadre du Parti socialiste et une vénérable dame n'en estiment pas moins devoir voter pour Barthélémy Dias malgré tout : ils ont adopté les 40 ans des Socialistes et les Libéraux de

l'An 2000 ne les rassurent guère ; intra-muros, les velléités des quelques partis associés ne vont pas au-delà des habituelles querelles d'amoureux qui finissent par se retrouver autour de l'essentiel : battre l'ennemi commun le soir du 23 janvier 2022.

D'autant que Benno Bokk Yaakar souffre de la même division officielle de formations à l'étroit au sein d'une coalition où le parti majoritaire favorise aussi la division par sa boulimie, laissant croire qu'il est la seule île de l'archipel politique. Officiellement pour ne pas perdre son bassin électoral étriqué, selon les dires mêmes du patron de l'Alliance pour la République qui cherche à récupérer la mise par la bande là où il ne fait pas totalement confiance au candidat officiel. Ce qui affaiblit d'autant la tête de liste de Benno.

Le dossier judiciaire vieux de plusieurs années plane toujours sur la tête de Dias ; Macky Sall qui a soufflé à la justice un rendez-vous post-Locales sait sans doute pourquoi : un éternel recommencement de l'affaire Khalifa Sall, mutâtes mutandis.

P. MBODJE



Au jardin du poète

Intéressant, cet ouvrage de Jean-Pierre Langellier.

Je propose depuis plusieurs années aux littéraires et chercheurs de réaliser des biographies croisées sur Senghor, Damas et Césaire en se basant, pour « retracer leurs itinéraires », sur l'analyse de leur bibliothèque respective.

« Dis-moi qui tu as lu et je dirai qui tu es et comment tu écris.... ».

« Travail de fourmi » car il faudrait pouvoir accéder aux « trois bibliothèques ».

Des logiciels (à développer) pourraient aider fortement les chercheurs à réaliser ce beau travail qui pourrait nous éclairer sur la formation des trois auteurs.

Ne pas oublier les auteurs grecs et latins bien sûr que Senghor et Césaire ont lu dans le texte.

De belles thèses à rédiger

Bonne et heureuse année 2022

Une année pleine d'étoiles pour vous et les familles qui vous entourent.

Bonne année et heureuse année au journal Le Devoir et à toute l'équipe.

Une « étoile est née » dans le firmament médiatique (plutôt que le paysage médiatique...)

Fraternellement.

P.S : Que je viens de recevoir...

Curieux tout de même

Son esprit rôde...



Jean-Pierre Langellier

Léopold Sédar Senghor

PERRIN
biographie

TRISTESSE, MALHEURS, ABSENCE DE PERSPECTIVES 2021, une année à oublier définitivement

Le monde vient de franchir l'année 2021. Qu'elle soit oubliée à jamais avec de meilleures perspectives en 2022 pour retrouver la joie de vivre et d'espérer mieux

L'année 2022 est là ! Souhaitons qu'elle nous fasse oublier tous les malheurs dans tous les secteurs que l'année finissante nous a causés.

2021 reste une année à oublier. Commencée avec la crise sanitaire, elle a été terminée avec l'apparition du variant Omicron. Après avoir emporté des milliers de Sénégalais. Cette situation a fragilisé les économies, rendant impossibles toutes les projections à cause des activités aux arrêts.

Le président Macky Sall devrait, personnellement, avoir à cœur de tourner la page d'une année dont la gouvernance aura été jalonnée de scandales. Les derniers mois n'ont suivi la gouvernance « sobre et vertueuse » qu'il voulait et qu'il a prônée au début de son magistère. Entre le Trésor, la Poste, Poste Finances, l'Ipres, la Lonase et la Sicap, 12,2 milliards de Fcfa ont été dérobés. Dans le détail, 4,6 milliards de Fcfa ont été détournés au Trésor, 1,7 milliard de Fcfa volé à Poste Finances et 1,4 milliard à la Lonase. 4,2 milliards de Fcfa ont été détournés à la Sicap suite à un achat de terrain. À la Grande Poste de Dakar, l'ancien receveur Amady Dia avait « pris » 100 millions de Fcfa avant de disparaître dans la nature. Depuis lors, il est toujours introuvable. Au niveau de l'Ipres, ce sont 207 millions de Fcfa qui ont été dérobés en 10 mois dans l'affaire dite des tickets-restaurants, a révélé le journal Libération.

Ces deniers publics proviennent de 6 institutions. Et non des moindres. À un moment où les Sénégalais en avaient le plus besoin.

Ce sera aussi une année à oublier notamment en raison des événements du mois mars derniers liés à l'affaire Ousmane Sonko-Adj Sarr dans laquelle le leader de Pastef a été accusé de viol. Treize jeunes Sénégalais y avaient trouvé la mort.

Une situation maîtrisable

Toutes les cartes sont entre les mains des Sénégalais pour réussir ce virage et tourner définitivement le dos à cette année « mourante ».

Les Lions du football devraient se battre pour ramener à leurs concitoyens la coupe d'Afrique des nations qui se joue du 9 janvier au 6 février 2022 au Cameroun.

Les Sénégalais devraient également apprendre à vivre avec le virus du coronavirus en respectant toutes les recommandations des autorités sanitaires et étatiques.

La justice devra sévir contre ceux qui dilapident les deniers publics. Que les malversations révélées ici et là soient situées pour sanctionner à la hauteur des fautes commises. Cela écartera le sentiment d'une

justice à deux vitesses qui ne sévirait que contre les plus faibles.

Ça passera également par l'organisation d'élections libres, transparentes, gage d'un climat apaisé et serein. Que les cartes d'électeurs soient disponibles et distribuées sans discrimination aucune.

Le gouvernement du président Macky Sall devrait donc travailler à étouffer les récriminations venant des villes comme Kédougou et Ziguinchor sur la distribution des cartes d'électeurs. Qu'il mène une campagne incitant les citoyens à aller récupérer de manière transparente leurs cartes.

La prise en charge correcte des préoccupations des enseignants pour éviter des perturbations d'une année scolaire et académique déjà très compliquée sera également un passage obligé. Tout comme la recherche efficace et efficiente des systèmes d'emplois et d'employabilité des jeunes.

Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ferait mieux, pour la stabilité du système, d'éponger la dette due aux établissements privés d'enseignement supérieur. Le ministre des Sports vient de donner la preuve qu'il était possible de remettre les pendules à l'heure en payant aux athlètes ayant gagné leurs primes de victoire, dont certaines remontent aux Jeux africains tenus à Alger en 2007. L'État sénégalais se rattrape d'une injustice qui lui vaut aujourd'hui, 14 ans après, 520 millions F CFA pour mille athlètes issus de 25 fédérations sportives. Tant mieux ! Mieux tard que jamais.

Il s'agit en particulier, entre autres, de l'athlétisme, du basketball, de la boxe, du canoë kayak, de l'escrime, du football.

C'est entre autres des choses à remettre en place et à éviter qui feront totalement oublier l'année 2021 qui n'aura laissé que des visages tuméfiés.

Sergio RAMOS



TROIS FIGURES MARQUANTES DE LA PÉRIODE DES LUTTES COLLECTIVES POUR LES LIBERTÉS FONDAMENTALES : VALDIODIO NDIAYE, ABDOULAYE LY, ASSANE SECK

El Hadji Ibrahima Ndao est un historien et homme politique : au sein du Parti socialiste, il a joué un grand rôle dans les années de braise au Sénégal ; il est également l'auteur du livre intitulé

« Sénégal, Histoire des conquêtes démocratiques ».

La présente étude est sa contribution à un ouvrage collectif dont elle est la principale épine dorsale : Les évolutions politiques de Valdiodio, d'Abdoulaye Ly et d'Assane Seck dans la période des luttes collectives pour les libertés fondamentales au Sénégal jusqu'à la crise de décembre 1962.

VIII-La marche forcée vers l'indépendance

Cette marche forcée constitue l'épilogue de ce témoignage.

Loin d'être un échec, le 26 août 1958 fut, au contraire, l'accélérateur qui, en bousculant vigoureusement la quasi unanimité dont bénéficiait l'UPS, créa une situation nouvelle qui obligea, finalement, ceux qui venaient d'émettre un vote positif au Référendum, à réviser leur position pour s'orienter vers la conquête de l'indépendance.

Le départ des jeunes cadres pour créer le PRA-Sénégal n'est pas la seule conséquence des divergences d'option au Référendum du 28 septembre 1958. La grande centrale syndicale l'UGTAN, en ce qui concerne le Sénégal, cessa de collaborer avec le Gouvernement, beaucoup de ses dirigeants ayant adhéré au PRA-Sénégal ou au PAI. Il en fut de même pour le Conseil de la Jeunesse du Sénégal.

Ainsi, se constitua une sorte de front contre le pouvoir en place. Harcelé de toutes parts par des analyses claires lancées parmi le peuple et concluant toutes à la nécessité de disposer totalement de nous-mêmes, pour une mobilisation forte, parce que volontaire et organisée, pouvant relever tous les défis, le Gouvernement décida d'y faire face avec vigueur. Alors s'ouvrit la dernière phase, non la moins importante, de ces neuf années de marche vers l'indépendance. Cette phase mériterait un long développement

qui, malheureusement dépasserait les limites de la présente contribution.

Dès le 25 novembre 1958, l'Assemblée territoriale du Sénégal s'érigea en Assemblée Législative et Constituante (comme d'ailleurs celle des autres colonies de la Fédération de l'AOF) et opta pour le statut d'Etat autonome au sein de la Communauté française. Le 29 novembre 1958 le Sénégal devient un Etat autonome au sein de la Communauté Franco-Africaine.

La nouvelle Assemblée se chargea de rédiger un projet de Constitution moderne, tenant compte des grands principes énoncés par les Institutions internationales en matière de « Droits de l'homme », s'inspirant de la tradition française de régime parlementaire, et aussi de la spécificité sénégalaise.

Ce projet, qui établissait au Sénégal un régime parlementaire avec un exécutif bicéphale, fut adopté et mis en œuvre. Mais les formes sauvegardées, la plupart des militants de l'UPS, leurs responsables, le Gouvernement et une partie de l'Assemblée territoriale étaient partisans de la primauté du Parti sur l'Etat. Cette option paraissait d'autant plus facile que Lamine Guèye, possible protestataire est dans l'UPS depuis Avril 1958 et que les trois députés qui avaient rejoint le PRA-Sénégal ne figurent plus dans la nouvelle Assemblée devenue ainsi monocolore depuis les élections législatives du 22 mars 1959.

La Primauté du Parti permettrait, pensait-on de donner au Gouvernement et à l'UPS les moyens de lutter efficacement contre cette opposition considérée comme turbulente.

Les oppositions à l'UPS ayant préconisé le « Non » au référendum, les dirigeants de l'UGTAN (Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire) harcelèrent le gouvernement Dia et, en Novembre et Décembre 1958, éclatèrent de nombreuses grèves dont le point de départ est le conflit social au niveau des postiers.

Devant la difficulté d'arrêter l'action des postiers qui commençait à durer et qui pouvait provoquer la solidarité des autres fédérations syndicales, le gouvernement Dia décida de régler le problème en donnant satisfaction aux plus importantes revendications. En rapport avec le responsable moral de la Fédération des

postiers, la procédure qui devait régler le conflit fut engagée dans l'intérêt des deux parties.

Informés de la décision du gouvernement de se réconcilier avec les postiers, des responsables syndicaux qui appartenaient à des organisations syndicales à faible base, liés à des leaders de partis d'opposition, décidèrent de faire un règlement de compte en généralisant le conflit par une décision de grève générale illimitée de tous les travailleurs de la Fonction Publique.

La concession faite aux postiers par Dia devait être faussement interprétée comme un signe de faiblesse de son gouvernement que les partis d'opposition pouvaient exploiter pour renverser le pouvoir. Aussi ces responsables trouvèrent-ils des alibis pour justifier leurs actes dans la reprise de vieilles revendications concernant les fonctionnaires : revalorisation des cadres des fonctionnaires, publication immédiate du statut des non-titulaires, etc. ». (Mamadou Dia ibidem). C'est pourquoi, la lourdeur des sanctions fut sans précédent. Il y eut de nombreuses arrestations et de nombreux licenciements parmi les grévistes pour mettre fin au mouvement.

C'est pourquoi, l'UGTAN fut la première organisation à recevoir les coups du Pouvoir. La grève de Décembre 1958 – Janvier 1959 fut considérée comme une grève politique et donna l'occasion d'une répression inconnue au Sénégal, depuis la grève des cheminots du Dakar-Niger en 1947 : mutations tout azimut des fonctionnaires non licenciés, sans réunions de commissions de discipline, licenciements massifs des agents non titulaires.

Les partis légaux ne furent pas épargnés par les violences organisées dans l'impunité totale, comme dans la période qui a précédé le regroupement de 1956. On tentait d'intimider ou de décourager les opposants. Le PRA-Sénégal en particulier en souffrit énormément, notamment en Casamance où il était le plus solidement implanté. De nombreux affrontements furent créés par les militants de l'UPS avec beaucoup de morts et des dégâts matériels.

Quant au PAI, né en septembre 1957, il sera dissout et interdit d'activité par décret du 1er août 1960 et ses responsables arrêtés le 6 août 1960, pour avoir tenté de saccager les bureaux de vote lors des élections municipales du 31 juillet 1960 à Saint-Louis.

En effet, aux élections municipales du 31 Juillet 1960, le PAI déclencha de violentes émeutes à Saint-Louis pour, selon Majhemout Diop, « protester contre les fraudes massives organisées par le maire sortant, Me Babacar Sèye ». Des véhicules ont été incendiés, des maisons saccagées et l'intégrité physique du gouverneur de région Daniel Cabou menacée. Majhemout Diop, leader du PAI fut immédiatement arrêté. Il sortira libre de prison, après une campagne de graffitis sur le thème « libérez Maj ! » sur l'ensemble du territoire et un procès où il sera condamné pour les 8 mois de sa détention préventive. Le 1er Août 1960, le gouvernement prononce la dissolution du PAI. Cette formation politique dut se réfugier dans la clandestinité.

Mais rien n'y fit : les opposants, sous l'effet de la violence, et du parti-pris de l'Administration territoriale dont l'africanisation était en cours, s'organisèrent et prirent, au contraire, une vigueur que personne ne prévoyait.

Si certains des nouveaux Etats autonomes, en optant pour le parti unique ou la suspension pure et simple des Constitutions, sont parvenus, pour un temps, à museler l'opposition sous prétexte d'unité pour l'enracinement de l'Etat nouveau et le développement, il n'en fut pas de même au Sénégal. Tout au contraire, devant la déception de plus en plus grande des masses qui attendaient de l'autonomie, un immédiat mieux être tardant à venir, les opposants n'eurent pas de mal à se faire écouter.

Du reste, une série d'événements politiques intervenus après le Référendum renforcèrent la position des « Indépendantistes ».

D'abord du 5 au 13 novembre 1958, se tint à Accra dans le Ghana indépendant, le Congrès des Peuples Africains. Le Sénégal de l'UPS se fit représenter par une délégation conduite par Me Doudou Thiam. En présence des délégations des pays africains déjà indépendants comme le Libéria, le Ghana, l'Ethiopie, etc. et d'autres aspirant à l'indépendance, quel message la délégation sénégalaise pouvait-elle délivrer sans être ridicule ? Pas moins, certainement, que la perspective d'une indépendance ordonnée dans un délai non prévisible. En tout cas, une telle réunion ne pouvait que renforcer la conviction de ceux qui croyaient que la lutte pour l'indépendance immédiate était la priorité des priorités.

Ensuite, dès janvier 1959 se créa la Fédération du Mali à deux (Soudan français et Sénégal) sur l'idée d'une conquête collective de l'indépendance. Cette idée allait faire beaucoup de chemin dans les mois à venir.

En troisième lieu, notons que les partisans d'une Fédération africaine pour l'indépendance, organisés dans le Parti de la Fédération Africaine (PFA) ont insisté sur « l'indépendance » lors de leur congrès tenu à Dakar en juillet 1959.

En effet, le 1er, 2 et 3 Juillet 1959 se tint à Dakar le Congrès constitutif du Parti de la Fédération Africaine (PFA) où se retrouvent des Sénégalais, des Soudanais et d'autres Africains. C'est à ce congrès qu'il fut décidé d'entamer des négociations avec la France en vue de l'indépendance de la Fédération du Mali.

En quatrième lieu, il faut noter l'affaiblissement de l'UPS, avec la création par le Marabout Cheikh Tidiane Sy du Parti de la Solidarité Sénégalaise (PSS) le 5 février 1959, dont on disait qu'il avait la sympathie du Président de l'Assemblée Législative et Constituante, Ibrahima Seydou Ndao et aussi du Marabout Elhadji Ibrahima Niass de Kaolack. Le nouveau parti se déclarait certes favorable à la Communauté française, mais n'en diminuait pas moins par son existence la puissance de l'UPS.

Du reste, Cheikh Tidiane Sy ne tarda pas à subir les rigueurs de la répression de l'UPS et du Gouvernement. A la suite de nouveaux affrontements à Tivaouane (les premiers dataient des années 1951 – 1952) qui firent des morts et des blessés, le 22 juin 1959, il fut arrêté et mis en prison. Beaucoup de ses « talibés » ou partisans quittèrent l'UPS.

Ensuite, ce n'est que trois mois après le départ des ministres PRA-Sénégal qu'un remaniement intervint pour compéter l'équipe gouvernementale. Cette équipe a la particularité d'être plus restreinte avec 9 membres et le président du Conseil qui cumule le poste de ministre de l'Economie générale chargé des Relations internationales avec ses fonctions. La liste de cette équipe publiée le 23 Décembre 1958 fut réduite d'un élément dès le lendemain avec la démission du nouveau ministre de l'Education et de la Culture, Boubacar Guèye. Son intérim sera assuré par Valdiodio Ndiaye cumulativement avec ses fonctions de ministre de l'Intérieur. Ibrahima Sarr entre au gouvernement comme ministre de la Fonction publique ; André Peytavin ministre des finances, Ousmane Socé Diop ministre du Plan, Joseph Mbaye ministre de l'Economie rurale, Alioune Badara Mbengue, ministre des Travaux publics des Transports et des Mines, Edouard Diatta ministre de la Santé et de la Population et Amadou Babacar Sarr ministre du Travail et des Affaires sociales, complètent la liste. Le décret du 23 Janvier 1959 consacre l'entrée de Karim Gaye au gouvernement comme ministre de l'Education et de la Culture.

Prochainement
Naissance de la Fédération du Mali



Assane Seck

PASSÉ-PRÉSENT

M'Baliala Camara, martyre de l'indépendance guinéenne

Assassinée ou pas ? La version historique a été remise cause dans un ouvrage posthume publié en 2018 qui réfute les causes avancées en 1955, date du décès de M'Baliala Camara, éventrée d'un coup de sabre alors qu'elle était en état de grossesse avancée.

L'histoire tragique de M'Baliala Camara, militante pour l'indépendance de la Guinée : enceinte, elle s'était faite ouvrir le ventre d'un coup de sabre par David Sylla, un chef de canton corrompu, pour avoir résisté au truquage d'élections.

Par Sandro CAPO CHICHI / nofi.fr

M'Baliala Camara naît en 1929 à Posséah dans ce qui est alors la région administrative de Dubréka (actuelle République de Guinée). Issue d'une famille paysanne, elle milite très vite au sein du Rassemblement démocratique africain de Sékou Touré qui lutte contre la colonisation française aux côtés de son époux, Thierno Camara, un vétérinaire de la seconde Guerre mondiale. Les deux époux exercent alors des fonctions exécutives au sein de la sous-section du RDA dans la ville de Tondon à 180 km de Conakry. Alors que Thierno dirige la sous-section, M'Baliala y est responsable du Comité des femmes.

Élections truquées

En 1954, le RDA de Sékou Touré est défait au terme d'élections législatives manifestement truquées. Cette fraude s'inscrit dans une démarche cherchant à freiner l'ascension du mouvement anticolonialiste qui gagne de plus en plus de terrain dans toutes les couches de la population. À Tondon, le chef de canton local, Almamy David Sylla avait vraisemblablement aidé à truquer les élections en défaveur du RDA.

Contre l'injustice que constituait le truquage des élections, les membres du RDA à Tondon avaient constitué une sorte de système de gouvernance parallèle à celle des chefs de cantons, considérés comme des suppôts du pouvoir colonial. Pour résister au pouvoir de ces derniers, les membres du RDA décidèrent de payer leurs impôts directement aux commandants de cercle.

En répression de ces actes, l'administration coloniale fit arrêter Thierno Camara et huit autres militants du RDA accusés d'avoir détourné des taxes. Le 8 février 1955, Sylla se rendit dans le village de Bembaya pour collecter des taxes. Les habitants les ayant déjà envoyés au commandant de cercle, Sylla les menace de sévices physiques s'ils venaient à ne pas à le payer immédiatement. À ces menaces, la population répliqua en insultant Sylla, lui retirant ses insignes du pouvoir colonial et le conduisant devant la maison de Thierno Camara. Humilié, Sylla revint le lendemain à Tondon avec un important contingent armé de la police coloniale. Pour empêcher cette expédition punitive, les habitants du village de Bembaya lancent des pierres sur les militaires qui répliquèrent en lançant du gaz lacrymogène sur la foule. Sylla tira quant à lui sur la foule. 37 villageois furent blessés lors de l'incident. Sylla se rendit alors dans la maison de Thierno Camara dont il força l'entrée. Il y trouva M'Baliala Camara, alors dans un état avancé de sa

grossesse. Sylla, d'un coup de sabre volontaire, ouvrit le ventre de la jeune femme enceinte. Hospitalisée à Conakry, Camara fit une fausse couche le 11 février et mourut le 18 février 1955, à l'âge de 26 ans.

Loin d'affaiblir l'ardeur des combattants pour la liberté guinéens, cette mort tragique allait servir de catalyseur à leur révolte, qui allait culminer en l'indépendance du pays trois ans plus tard, la première d'Afrique de l'Ouest francophone.

Lors de l'enterrement de la martyre M'Baliala auquel son mari emprisonné ne put assister, Sékou Touré demanda aux milliers de personnes présentes d'apporter chacun une pierre et de les déposer à un même endroit pour montrer aux autorités combien ils étaient nombreux. Les premières pierres du mur de la liberté guinéenne venaient d'être posées sur le ventre de l'héroïne nationale M'Baliala Camara, son souvenir persistant veillant désormais à ce que plus personne ne s'oppose à son édification.



M'Baliala Camara n'a pas été assassinée

M'Baliala Camara n'a pas été assassinée : livre posthume

Auteur : Émile Tompapa Éditeur : Harmattan Guinée

Date de parution : 10/10/2018

« (...) l'Almamy David Sylla, armé d'un sabre affûté, à la suite d'une estocade, aurait eu à transpercer de part en part le ventre de la dame M'Baliala Camara, enceinte de huit mois... »

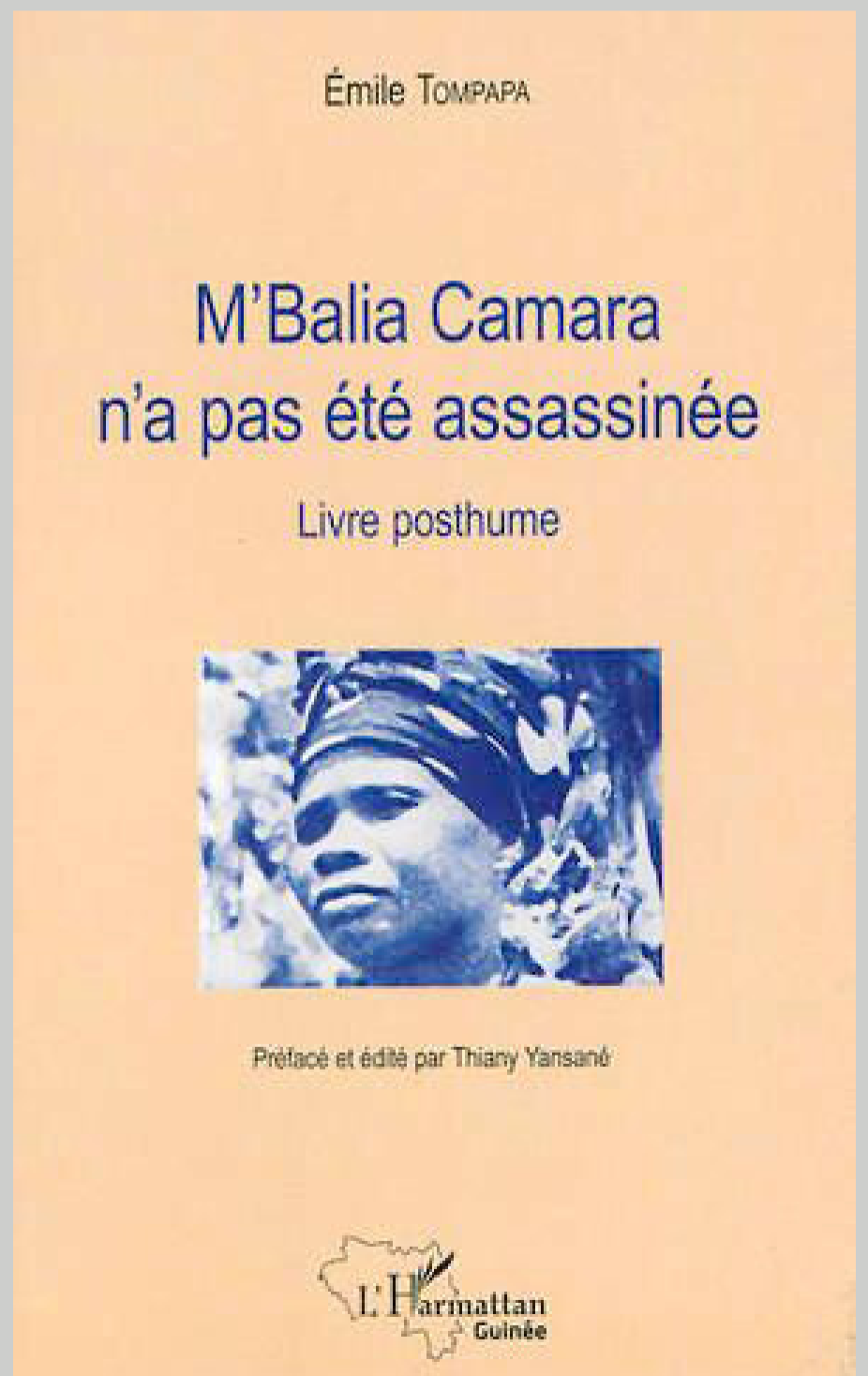
Sans état d'âme, l'auteur de cet ouvrage polémique assure que non, ce n'est pas lui qui a porté le coup fatal, et s'inscrit ici en porte-à faux avec cette version.

Cette nouvelle version des faits, témoignage à titre posthume, s'invite dans le débat autour de la mort douloureuse de M'Baliala Camara, héroïne nationale du Parti démocratique de Guinée.

Émile Tompapa, qui ouvre ainsi une nouvelle controverse, était un proche aussi bien de la victime, M'Baliala Camara que de l'assassin présumé, David Tondon, chef de canton de Labaya.

Émile Tompapa était un touche-à-tout et il allait toujours au bout de ses recherches. Historien, musicologue et journaliste, il a été un témoin privilégié de la période d'avant l'indépendance de la Guinée jusqu'à sa mort, en 2005, à Conakry. Il laisse derrière lui un lot important d'ouvrages inédits. Comme directeur de la station de radio « Guinée, la voix de la Révolution », il a initié et formé toute une génération de journalistes dont certains sont devenus très célèbres.

Émile Tompapa a été décoré de la croix de Compagnon de l'Indépendance ainsi que de la médaille d'honneur du Travail.



LA BAGUE, UN MÉTAL QUI SYMBOLISE ET EMBELLIT



La ceinture des doigts

Une bague symbolise toujours une chose : la beauté, l'amour, l'engagement, le pouvoir ou le narcissisme. Encore faudrait-il qu'elle soit en or ou diamant pour réclamer sa valeur.

Au Moyen-Âge, selon la recherche, le port de bague semblait être réservé aux classes supérieures. Les bagues ont également pu symboliser l'amour et la fidélité à cette époque. Aujourd'hui encore, ces rôles n'ont pas changé.

Pourquoi une bague de fiançailles est toujours portée à l'annulaire gauche ? C'est parce que l'annulaire est relié directement au cœur par une veine. Tout renvoie à l'amour : l'amour que deux personnes se portent, l'amour que les femmes portent aux bijoux. Cela ne change pas au fil des générations.

Au Sénégal, les femmes accordent une grande importance aux bijoux. La bague surtout. Dans les belles prises de photos de mariage, elle est bien représentée, la bague. Pour marquer l'engagement et le nouveau statut. C'est la nouvelle mode !

Aux Parcelles assainies, Babacar Sarr et son frère sont dans la fabrication d'alliances. Des forgerons, ils sont. Dans la semaine, ils peuvent avoir plus de 20 commandes. « Ce n'est pas un travail difficile lorsqu'on est professionnel dans le métier. Les alliances sont toujours en vogue. Fréquemment, ou je vais dire chaque jour, je reçois des commandes. Il n'y a pas que des alliances ; il y a aussi des bagues mystiques en argent que je confectionne sur mesure pour des clients. »

Ndèye Ami Guèye est une grande dame. La cinquantaine, elle collectionne des bagues qui coûtent la moitié du salaire de son fils avouée-telle. « C'est ce que me dit mon fils. Que mes bagues lui coûtent son salaire. Et je lui réponds que sa naissance m'avait coûté mon temps et ma beauté. Tout ça pour rigoler. Mais en réalité il a raison. J'adore les bagues. Presque chaque mois j'en achète une très chère ou je demande à mes enfants qui vivent au Maroc de m'en acheter. J'ai quarante-cinq bagues que je range dans un boîtier que j'ai acheté au Maroc il y a deux ans. »

Quelle est l'importance de la bague pour vous ?

« Elle marque l'élégance. Une belle femme raffinée ne doit jamais sortir sans porter des bijoux. En Inde, ce sont les bijoux qui font la valeur de la femme. Que ça soit une bague, une montre, des fétiches... c'est toujours important pour la femme d'en porter. »

A votre âge, vous collectionnez encore des bijoux de valeur. Depuis quand ça a commencé ?

« Depuis que je suis devenue femme. Après la période adolescente. Dans notre culture, on nous enseigne qu'une femme qui ne porte pas de bijoux est une femme qui porte la poisse. Un mythe pour certains d'accord, mais moi je le crois. Mon amour pour les bijoux vient de mon enfance aussi, inspiré par les films indiens. Comme

que j'ai de grands yeux et de longs cheveux, je voulais aussi les ressembler à ces femmes belles et bien embellies. En grandissant, j'ai nourri cet amour pour les bijoux. Donc même pour m'offrir un cadeau qui me plaît vraiment, il faut qu'il contienne une bague. Tous ceux qui me connaissent le savent en moi. »

Une vraie femme moderne mais un peu plus que Abiyel Diaw. Elle a fait six mois de mariage et a reçu des bijoux comme cadeau de mariage. Ce qui est incroyable avec elle, c'est qu'elle n'est pas attirée par les accessoires. « Je l'entends souvent de mes amies. Me dire que je suis bizarre mais c'est la vérité. Je ne suis ni attirée par l'or, ni le diamant, ni le plaqué. Je ne les reconnais même pas. Mes belles-sœurs et amies m'ont offert de jolis bijoux de valeur pour mon mariage. Me connaissant, ma mère m'a défendu de les vendre. Elle a même insisté pour les garder. » Très rare de voir une femme qui n'est pas attirée par les bijoux.

Connaissez-vous la raison de votre désintéressement ?

« Je suis pourtant une femme qui suit la mode à 100%. Mais j'ignore pourquoi je ne suis pas accro aux accessoires. Je ne les déteste pas mais je peux m'en passer. Je suis par contre très attirée par les chaussures. »

Énormément de bijouteries ouvertes au Sénégal pour celles et ceux qui souhaitent s'orner de bijoux. Ceux, oui : parce que la nouvelle génération masculine s'intéresse aux accessoires.

Mbaye Laye s'aventure dans la mode avec ses bijoux. « Qu'un homme porte des accessoires n'a rien à voir avec l'efféminé bien qu'il y a des hommes qui exagèrent. En tout cas pour mon cas, je porte des plaques, des montres (évidence), des bracelets en cuir et perles. C'est juste pour suivre la mode sinon rien de grave. »

Pour certaines femmes, tout ce qui brille n'est pas de l'or mais ça reste une jolie bague.

Chérifa sadany Ibou Daba SOW



Que représente le port de bague sur chaque doigt ?

Le pouce représente dans un premier temps vos parents. Il est le symbole de la régénération et de la positivité. C'est lui qui nous pousse vers l'avant (pouce en avant !)

Dans la mythologie grecque, le pouce représente Poséidon, le dieu de la mer qui était un dieu très indépendant (c'est le seul dieu à ne pas avoir vécu sur l'Olympe).

On l'associe au penseur ; si vous regardez bien, c'est le seul doigt qui est éloigné des autres. Porter une bague au pouce est signe d'indépendance.

L'index est le doigt de la direction, c'est avec lui que l'on montre ou que l'on indique un chemin par exemple. C'est lui qui ordonne les choses au sein de votre vie.

On l'associe aussi à l'index alphabétique et au secret (on dit « chut » avec l'index sur la bouche). C'est aussi le doigt de l'autorité, il est d'ailleurs associé au dieu grec Zeus qui est « LE » roi des dieux.

Lorsque certaines personnes portent une bague à ce doigt là, on dit qu'elles aiment diriger et prendre des responsabilités.

Porter une bague au majeur

Le majeur vous est réservé.

Le majeur est « LE » doigt de la puissance. Il se réfère aux expressions telles que « être majeur » ; lorsqu'on atteint l'âge adulte, on acquiert des responsabilités d'une certaine importance.

Le majeur est Dionysos, le dieu de la fête, un peu rebelle. C'est lui qui libérait les personnes de leurs peurs, de leurs freins.

Donc si vous portez une bague au majeur, on vous associe à une personne qui aime faire ce qu'elle a envie

Porter une bague à l'annulaire

L'annulaire est bien sûr réservé à votre partenaire, l'annulaire représente l'alliance.

C'est le doigt qui gère les 3 énergies humaines.

L'annulaire correspond à Aphrodite, déesse de l'amour et des sentiments.

Il est logique que ce soit le doigt où l'on porte l'alliance.

C'est le seul doigt qui est relié directement au cœur par le biais d'une veine. Si vous aimez porter une bague à ce doigt, vous êtes plutôt attaché aux valeurs d'amour de compassion, de prendre soin.

Porter une bague à l'auriculaire

C'est le doigt consacré à vos enfants, c'est le doigt de la pensée et de l'émotion... Il gère notre quotient émotionnel, c'est lui qui nous guide. D'où l'expression « c'est mon petit doigt qui me l'a dit ! ».

Le mot « auriculaire » associé à l'oreille, le pavillon de l'oreille, c'est le doigt qui sait écouter, vous ou quelqu'un d'autre. Il n'est donc pas centré sur l'égo mais plutôt sur le collectif.

Dans la mythologie Grecque c'est le doigt du Dieu de la guerre : Arès. Il est le signe du conflit, beaucoup de mafieux portent leurs bagues à ce doigt là...

Porter une bague à ce doigt montre que vous êtes un intuitif, vous écoutez votre petite voix intérieure.

Source: www.bijouxindiens.net

www.buvdomains.com